

INTRODUCTION

En janvier 1956, il y a plus d'une dizaine d'années que les perspectives de paix et de sécurité n'ont pas été aussi bonnes en Europe. La mort de Staline, en 1953, la Conférence de Genève, en mai 1954, et la rencontre au sommet organisée dans cette même ville en 1955, où dirigeants soviétiques et occidentaux se réunissent pour la première fois depuis 1945, semblent annoncer un apaisement des tensions internationales. Toutefois, le Cabinet du premier ministre Louis Saint-Laurent n'en est pas convaincu, à telle enseigne que, à l'automne 1955, il envoie à Moscou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, Lester B. Pearson, avec pour mission de prendre le pouls de la situation. Le chef de la diplomatie canadienne apprécie sa rencontre animée avec le premier ministre soviétique, Nikita Khrouchtchev, dont il dira plus tard que seul un paysan ukrainien, devenu l'un des hommes les plus puissants du monde, pouvait faire montre à la fois d'une telle brusquerie et d'une telle impétuosité.¹ Pearson, qui envisage les choses dans une perspective libérale et réaliste, retourne à Ottawa en novembre 1955. Il affiche alors un optimisme prudent à l'égard de l'offre soviétique d'instaurer une « coexistence concurrentielle ».

En février 1956, lorsque Khrouchtchev dénonce Staline, lors du 20^e Congrès du Parti Communiste, cela contribue à renforcer la confiance du Canada dans les intentions de Moscou. « Il y a peu de doute que le mythe de Staline est en voie d'être complètement détruit, jubile Pearson. À présent, ajoute-t-il, le corps de Staline, comme le cadavre d'Oliver Cromwell, va probablement être pendu et écartelé. »² L'assouplissement de la politique soviétique et le vent de libéralisation qui souffle légèrement sur toute l'Europe de l'Est incitent les fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures à revoir leur position à l'égard des pays satellites de la région. Robert Ford, chef de la Direction de l'Europe et plus grand spécialiste canadien des questions soviétiques, insiste pour que le gouvernement intensifie les échanges économiques, scientifiques et culturels avec ces pays. « Ces régimes ne seront pas renversés, écrit-il en juin 1956, de sorte qu'il vaudrait mieux nous attacher à les rendre plus acceptables à nos yeux. Il faut les encourager à se détacher de Moscou, tout en montrant clairement que nous n'avons aucune intention belliqueuse ni celle de modifier radicalement leurs régimes sociaux et politiques actuels. »³

Toutefois, les populations d'Europe de l'Est aspirent au changement, et souhaitent que celui-ci intervienne rapidement. C'est alors que, à l'automne 1956, les fonctionnaires canadiens sont pris de surprise par l'agitation populaire dont ils sont témoins et qui vient à bout des régimes communistes « nationalistes » de Pologne et de Hongrie. Les diplomates canadiens ne sont pas moins surpris, à la fin d'octobre, lorsque des émeutes d'intellectuels et d'étudiants hongrois forcent les troupes soviétiques à se retirer de Budapest. Au début, comme en témoignent les premiers documents du recueil, ils espèrent une action prompte des Nations Unies, susceptible de mettre un terme à la violence et de permettre au gouvernement du premier ministre Imre Nagy de trouver, avec Moscou, un compromis pacifique et d'instaurer un régime libéral.

¹ Bonn (de Pearson) à Ottawa, télégramme 237, 15 octobre 1955, *Documents relatifs aux relations extérieures du Canada, Volume 21 : 1955*, sous la direction de Greg Donaghy (Ottawa : Groupe Communication Canada, 1999), p. 1167.

² L.B. Pearson, « Note à l'intention du premier ministre », 27 mars 1956, *Documents relatifs aux relations extérieures du Canada, volume 23 : 1956-1957, Partie 2*, sous la direction de Greg Donaghy (Ottawa : Édition du gouvernement du Canada, 2002), p. 911.

³ Robert Ford, « Note à l'intention du chef de la Direction de l'Europe », 12 juin 1956, *ibid.*, p. 877.